Reconnaissant que le rapatriement librement consenti est la seule solution satisfaisante au problème des réfugiés, ce qu'admettent pleinement tous les intéressés,

Estimant que le rapatriement librement consenti des réfugiés ne pourra avoir lieu que s'il est créé un climat de confiance,

Convaincue qu'un surcroît d'assistance internationale de grande envergure est nécessaire pour répondre aux besoins des réfugiés se trouvant en Inde et de la population du Pakistan oriental,

1. *Exprime sa profonde sympathie* à ceux qui ont souffert de la situation dans la région;

2. *Approuve* la désignation par le Secrétaire général du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés comme centre de coordination de l'assistance fournie aux réfugiés du Pakistan oriental en Inde par les organismes des Nations Unies et par leur intermédiaire, ainsi que l'initiative prise par le Secrétaire général de créer l'opération de secours des Nations Unies au Pakistan oriental;

3. *Prie* le Secrétaire général et le Haut Commissaire de poursuivre leurs efforts de coordination de l'assistance internationale et de s'assurer qu'il en est fait la meilleure utilisation possible afin d'alléger les souffrances des réfugiés se trouvant en Inde et de la population du Pakistan oriental;

4. *Fait appel* aux gouvernements, aux institutions intergouvernementales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils intensifient leurs efforts en vue d'aider, directement ou indirectement, avec la collaboration des gouvernements intéressés, à alléger les souffrances des réfugiés se trouvant en Inde et de la population du Pakistan oriental;

5. *Invite instamment* tous les Etats Membres, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, à intensifier leurs efforts en vue de créer les conditions nécessaires au rapatriement librement consenti et rapide des réfugiés dans leurs foyers.

2001^e séance plénière,
6 décembre 1971.

B

L'Assemblée générale,

Reconnaissant les efforts de grande envergure entrepris sur le plan humanitaire pour faire face aux problèmes sans précédent qui confrontent la communauté internationale,

Consciente de l'urgence et de la gravité extrême de la situation des réfugiés, qui prend des proportions dangereuses,

Recommande que le Président de l'Assemblée générale fasse une déclaration indiquant :

a) L'inquiétude de la communauté internationale, qui s'est rarement trouvée devant un problème de réfugiés aux proportions aussi gigantesques que celui des réfugiés du Pakistan oriental en Inde;

b) Que la participation bénévole des gouvernements et des organisations devrait se poursuivre et s'intensifier en vue d'aider le Secrétaire général et son représentant, ainsi que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés agissant en tant que centre de coordination, dans leur action humanitaire méritoire qui tend à alléger les souffrances des réfugiés et de la population du Pakistan oriental;

c) Que la seule solution à ce grave problème de réfugiés est le retour à leurs foyers dans la sécurité, ce qui nécessite un climat favorable que toutes les bonnes volontés doivent aider à créer, dans le respect des principes de la Charte des Nations Unies.

2001^e séance plénière,
6 décembre 1971.

2816 (XXVI). Assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe

L'Assemblée générale,

Tenant compte de ce que, de tout temps, des catastrophes naturelles et d'autres situations critiques ont infligé de lourdes pertes en vies humaines et en biens, dont furent victimes tous les peuples et tous les pays,

Consciente et préoccupée des souffrances que causent les catastrophes naturelles et de leurs graves conséquences économiques et sociales pour tous les pays, spécialement pour les pays en voie de développement,

Consciente également des besoins divers des nations où se produisent ces cataclysmes, qui posent de nouveaux problèmes de coopération internationale,

Préoccupée de la capacité de la communauté internationale à venir en aide aux pays frappés par une catastrophe,

Rappelant ses résolutions 2034 (XX) du 7 décembre 1965, 2435 (XXIII) du 19 décembre 1968, 2608 (XXIV) du 16 décembre 1969 et 2717 (XXV) du 15 décembre 1970, ainsi que les résolutions 1533 (XLIX) et 1546 (XLIX) du Conseil économique et social, en date des 23 et 30 juillet 1970, relatives à l'assistance en cas de catastrophe naturelle,

Remerciant le Secrétaire général de son rapport complet²¹ et de son examen approfondi de tous les aspects de la question, et prenant note du passage pertinent de la déclaration qu'il a faite au Conseil économique et social, le 5 juillet 1971²²,

Prenant note de la résolution 1612 (LI) du Conseil économique et social, en date du 23 juillet 1971, relative à l'assistance en cas de catastrophe naturelle et d'autres situations critiques,

Prenant note de l'étude, annexée au rapport du Secrétaire général, sur le statut juridique des équipes de secours fournies, en cas de catastrophe, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies²³,

Ayant conscience de la nécessité de renforcer et de rendre plus efficaces les efforts collectifs de la communauté internationale, en particulier ceux des organismes des Nations Unies, dans le domaine de l'assistance internationale en cas de catastrophe,

Tenant compte de ce que l'assistance fournie à la demande des pays frappés par une catastrophe, sans préjudice de leurs programmes nationaux individuels au titre du Programme des Nations Unies pour le développement, peut contribuer efficacement au relèvement et au développement des zones sinistrées,

Tenant compte également de ce que la suite éventuellement donnée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et d'autres organismes de crédits et institutions de développement à

²¹ E/4994.

²² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante et unième session, 1773^e séance.

²³ E/4994, annexe III.

une demande d'assistance complémentaire formulée par les gouvernements intéressés en faveur des zones sinistrées, sans préjudice de l'assistance fournie par ces organisations pour les programmes normaux de développement des pays ainsi frappés, peut être un élément important dans la reconstruction et le développement de ces zones,

Notant que l'Organisation des Nations Unies et les organisations qui lui sont reliées, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme alimentaire mondial sont compétents pour fournir une assistance en cas de catastrophe naturelle ou d'autres situations revêtant le caractère d'une catastrophe,

Notant en outre le rôle clef que peuvent jouer les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement à l'échelon national,

Reconnaissant le rôle essentiel que jouent en matière de secours à l'échelon international la Croix-Rouge internationale et d'autres organismes bénévoles,

Reconnaissant en outre la nécessité de donner une suite rapide, effective et efficace à toute demande d'assistance faite par un gouvernement, au moment d'une catastrophe naturelle ou d'une autre situation revêtant le caractère d'une catastrophe, qui exige un recours aux ressources des organismes des Nations Unies, des pays donateurs éventuels et des organismes bénévoles,

1. *Invite* le Secrétaire général à nommer un Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, qui relèvera directement de lui et sera autorisé, en son nom, à :

a) Etablir et entretenir les rapports de coopération les plus étroits avec toutes les organisations intéressées et arrêter avec elles toutes les dispositions pouvant être prises à l'avance en vue d'assurer l'assistance la plus efficace possible;

b) Mobiliser, orienter et coordonner les activités de secours des divers organismes des Nations Unies pour donner suite à une demande d'assistance formulée par un Etat victime d'une catastrophe;

c) Coordonner l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies et celle des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, en particulier la Croix-Rouge internationale;

d) Recevoir, au nom du Secrétaire général, les contributions qui lui seront offertes pour les activités de secours en cas de catastrophe menées par l'Organisation des Nations Unies, ses organismes et ses programmes lors d'une situation critique particulière;

e) Aider le gouvernement du pays frappé à évaluer ses besoins en secours et autres et l'ordre de priorité de ces besoins, à communiquer ces renseignements aux donateurs éventuels et aux autres intéressés et à servir de centre pour les mesures d'assistance prises ou envisagées par toutes les sources d'aide extérieure;

f) Promouvoir l'étude, la prévention, le contrôle et la prévision des catastrophes naturelles, y compris le rassemblement et la diffusion d'informations concernant l'évolution de la technique;

g) Prêter son concours pour la fourniture d'avis aux gouvernements sur l'élaboration de plans de protection contre les catastrophes en collaboration avec les organismes bénévoles compétents, notamment la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, et tirer parti des ressources des organismes des Nations Unies disponibles à ces fins;

h) Rassembler et diffuser des renseignements sur l'organisation et la coordination des secours en cas de catastrophe, y compris l'amélioration et la constitution de réserves dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles, et formuler des suggestions en vue d'assurer l'usage le plus efficace possible des ressources disponibles;

i) Réduire progressivement les opérations de secours menées sous son égide lorsque le pays frappé parviendra au stade du relèvement et de la reconstruction, tout en continuant cependant de s'intéresser, dans le cadre de ses responsabilités en matière de secours, aux activités des organismes des Nations Unies chargés du relèvement et de la reconstruction;

j) Adresser au Secrétaire général un rapport annuel, qui sera présenté au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale;

2. *Recommande* que le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe soit nommé par le Secrétaire général normalement pour une période de cinq ans et qu'il ait un rang comparable à celui d'un secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies;

3. *Approuve* les propositions du Secrétaire général tendant à créer, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, un bureau permanent doté d'effectifs suffisants, qui jouera le rôle de centre pour les questions de secours en cas de catastrophe;

4. *Recommande* que ce bureau soit dirigé par le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, qu'il soit situé à Genève, qu'il constitue une entité distincte au sein du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et que son effectif de personnel soit accru, selon les besoins, par le détachement pour de courtes périodes de fonctionnaires d'autres services pour répondre à des situations critiques;

5. *Prie* le Secrétaire général de préparer pour la cinquante-troisième session du Conseil économique et social, en tenant compte de toutes suggestions pertinentes et de l'expérience acquise par le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe, un rapport sur toutes nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour permettre au Coordonnateur de s'acquitter comme il convient des tâches qui lui seront confiées en vertu de la présente résolution;

6. *Approuve également* le plan d'établissement d'une liste de volontaires, choisis parmi les fonctionnaires expérimentés des organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales intéressées, qui pourraient être rendus disponibles à très bref délai;

7. *Recommande* que le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe se maintienne en rapport avec les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour ce qui est de l'aide dont on pourrait disposer en cas de situation critique, notamment sous forme de denrées alimentaires, de médicaments, de personnel, de moyens de transport et de communications, ainsi que pour les avis que l'on pourrait donner aux pays en matière d'établissement de plans de protection contre les catastrophes;

8. *Invite* les gouvernements des pays appelés à bénéficier éventuellement de cette aide à :

a) Etablir des plans en prévision de situations critiques avec le concours approprié du Coordonnateur des secours en cas de catastrophe;

b) Désigner dans leur pays un coordonnateur unique des secours en cas de catastrophe, pour faciliter la réception de l'aide internationale lors d'une situation critique;

c) Constituer des réserves de fournitures pour cas d'urgence, par exemple de tentes, couvertures, produits pharmaceutiques et denrées alimentaires non périssables;

d) Prendre les dispositions nécessaires en vue de la formation de personnel administratif et de personnel pour les opérations de secours;

e) Envisager l'adoption de mesures appropriées, législatives ou autres, pour faciliter la réception de l'aide, notamment en ce qui concerne les droits de survol et d'atterrissage et les privilèges et immunités nécessaires aux équipes de secours;

f) Améliorer leur dispositif national d'alerte;

9. *Invite* les gouvernements des pays donateurs éventuels :

a) A répondre rapidement à tout appel lancé par le Secrétaire général ou, en son nom, par le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe;

b) A envisager et à continuer d'offrir sur une plus large base des secours d'urgence en cas de catastrophe;

c) A informer à l'avance le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe des moyens et services qu'ils pourraient être en mesure de fournir immédiatement, y compris, si possible, des équipes de secours, un appui logistique et des moyens de communications efficaces;

10. *Décide* d'autoriser le Secrétaire général à effectuer des prélèvements sur le Fonds de roulement jusqu'à concurrence de 200 000 dollars pour l'assistance d'urgence au cours d'une année donnée, avec un plafond normal de 20 000 dollars pour un même pays pour une catastrophe donnée;

11. *Invite en outre* tous les organismes des Nations Unies et toutes les autres organisations intéressées à coopérer avec le Coordonnateur des secours en cas de catastrophe.

2018^e séance plénière,
14 décembre 1971.

2839 (XXVI). Mesures à prendre contre le nazisme et contre les autres idéologies et pratiques totalitaires fondées sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale

L'Assemblée générale,

Reconnaissant qu'il existe encore dans le monde des adeptes convaincus du nazisme et de l'intolérance raciale dont les activités, si elles ne sont combattues en temps utile, pourraient aboutir à une résurrection de ces idéologies, manifestement incompatibles avec les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et que, dès lors, les risques d'une renaissance ou d'une apparition sous de nouvelles formes du nazisme et de la discrimination raciale accompagnés de terrorisme ne sauraient être écartés,

Considérant que les manifestations contemporaines du nazisme renaissant, comme ses manifestations antérieures, combinent les préjugés raciaux et la discrimination raciale avec le terrorisme et que, dans certains

cas, le racisme a été élevé au niveau d'une politique d'Etat, comme c'est le cas en Afrique du Sud,

Estimant qu'il est indispensable, pour faire disparaître cette menace pesant sur la paix et la sécurité des peuples et sur les droits fondamentaux de l'homme et les libertés fondamentales, de mettre au point une série de mesures urgentes et efficaces que pourraient adopter les Etats en vue d'étouffer la renaissance du nazisme et d'empêcher qu'il ne réapparaisse à l'avenir sous quelque forme ou dans quelque manifestation que ce soit,

Fermement convaincue que le meilleur rempart contre le nazisme et la discrimination raciale réside dans la mise en place et le maintien d'institutions démocratiques, que l'existence d'une véritable démocratie politique, sociale et économique est un vaccin efficace et un antidote non moins efficace contre la formation de mouvements nazis ou leur développement et qu'un régime politique fondé sur la liberté et la participation effective du peuple à la conduite des affaires publiques et où existent des conditions économiques et sociales qui permettent d'assurer à la population un niveau de vie décent rend impossible le succès du fascisme, du nazisme ou d'autres idéologies fondées sur la terreur,

Réaffirmant que le nazisme et les autres formes d'intolérance raciale constituent un grave danger pour la réalisation universelle des droits et libertés de l'homme et le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Considérant qu'il est essentiel que la question des mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale soit constamment maintenue à l'étude des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, afin que les mesures indispensables soient prises en temps utile et sans tarder en vue d'éliminer complètement le nazisme de la vie de la société,

1. *Condamne* toutes manifestations de l'idéologie et de la pratique du nazisme et de l'intolérance raciale, où qu'elles se produisent;

2. *Demande* aux Etats de prendre des mesures en vue de mettre en évidence tous faits relatifs à la manifestation et à la diffusion de l'idéologie et de la pratique du nazisme et de l'intolérance raciale et en vue de mettre résolument fin à ces faits et de les interdire;

3. *Invite* tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait et qui remplissent les conditions requises à ratifier dès que possible la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, ou à y adhérer, et les prie de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-septième session, sur les mesures qu'ils auront prises en vue de se conformer strictement aux dispositions de ces conventions;

4. *Invite* tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à revoir leur législation à la lumière des dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et de la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, afin de déterminer si, compte tenu de la situation existant sur leur territoire, de nouvelles mesures législatives seraient nécessaires pour éliminer à jamais le risque d'une renaissance du nazisme, de l'intolérance raciale ou d'autres idéologies fondées sur la terreur;

5. *Demande instamment* aux Etats que cela concerne et qui ne l'ont pas encore fait d'adopter sans